

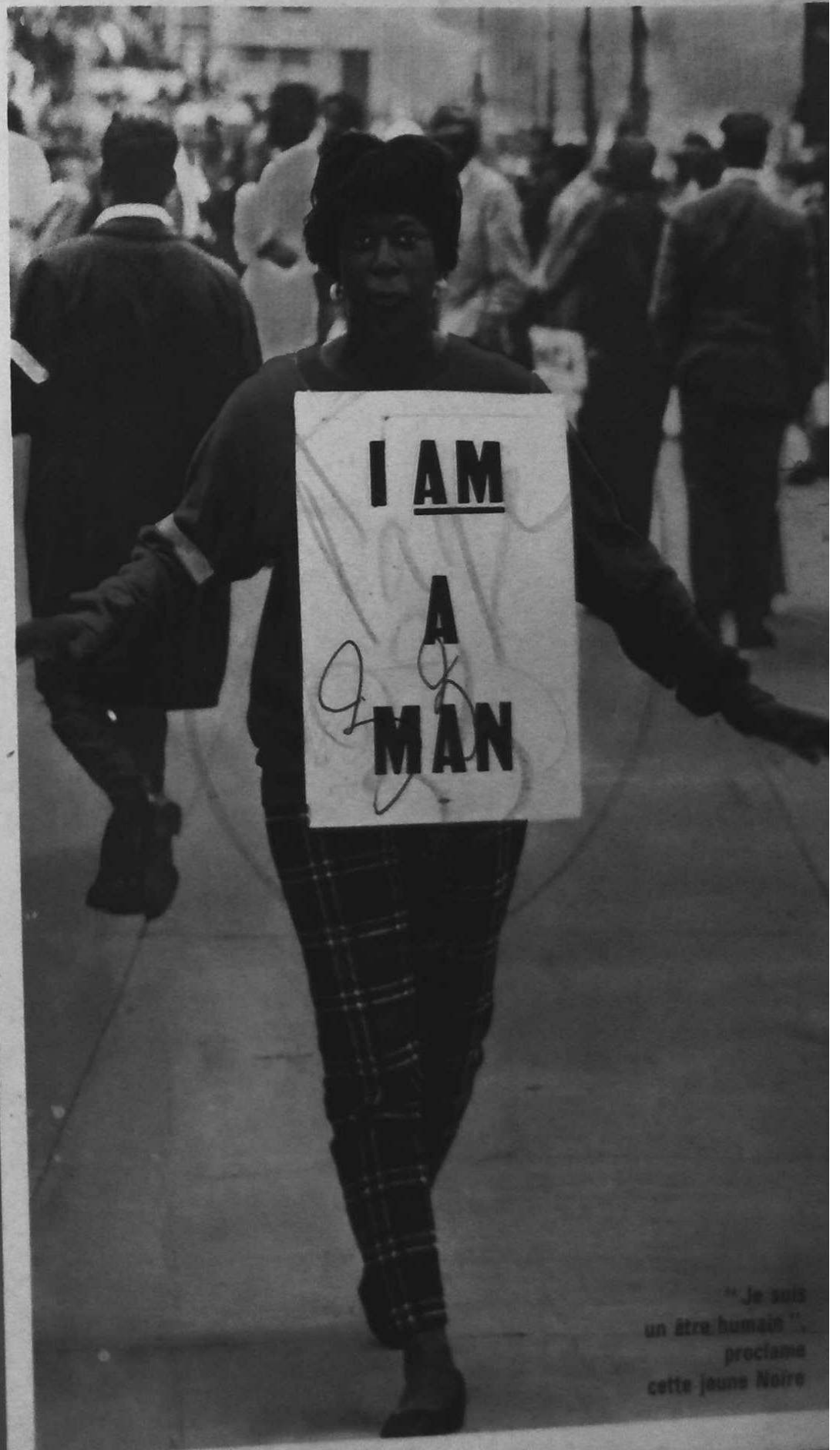
# Miroir de l'Histoire

JUILLET 1968 - N° 223

2,50 F

cette  
violence  
qui  
même  
le monde

EMEUTES  
AUX  
ETATS-UNIS  
•  
ATTENTATS  
EN  
BRETAGNE  
•  
MYSTERES  
A  
PRAGUE



"Je suis  
un être humain",  
proclame  
cette jeune Noire

Pendant la guerre, le chef autonomiste Yann Goulet, en uniforme des « Bagadou Stourm », prononce un discours devant ses troupes.



Des bombes éclatent en Bretagne depuis quelques mois et les autonomistes annoncent un « été bleu »... Les activistes du « Front de Libération de la Bretagne » s'inspirent des terroristes de « Gwenn Ha Du » qui frappèrent, de 1932 à 1938. Jean Mabire, journaliste et romancier, vous dévoile ces mystères.

# GUERRE SECRÈTE EN BRETAGNE

**A** l'heure où la nuit encore noire devient tiède et silencieuse, juste avant le lever du jour, une motocyclette démarra sur la place de l'Hôtel-de-Ville, à Rennes.

Quelques instants plus tard, une formidable explosion retentit. Puis une seconde suivit aussitôt.

C'était le 7 août 1932, à 4 heures 30 du matin.

Les fenêtres s'ouvrirent dans un grand claquement de volets. Un homme poussa un cri d'alarme. Affolés, les Rennais s'interpellaient :

- Qu'est-ce que c'est ?
- Une explosion !
- Un attentat ?

C'était un attentat. Dans un épais nuage de fumée, le monument de l'Union de la Bretagne à la France venait de sauter, et les débris de bronze jonchaient le sol, devant l'hôtel de ville.

Exactement, quatre siècles, jour pour jour, ou plutôt nuit pour nuit, après l'annexion, il ne restait plus rien de l'œuvre du sculpteur Jean Boucher, inaugurée solennellement le 29 octobre 1911.

**C**ette inauguration avait déjà fait quelque bruit.

Trois mois avant la cérémonie, quelques jeunes gens, de Haute et Basse-Bretagne, avaient fondé un groupuscule politique auquel ils avaient donné le nom de « Parti Nationaliste Breton », affirmant ainsi leur volonté d'aller « plus loin » que les modérés de l'Union Régionaliste Bretonne.

Romantiques comme on l'était encore au crépuscule de la Belle Epoque, ils portaient volontiers le gilet brodé, le chapeau à boucle d'argent et rubans noirs, et s'armaient du redoutable penn-baz, le bâton noueux des paysans du Trégor et du Léon.

Le chef de file ne pouvait être qu'un poète, Camille Le Mercier d'Erme. Ancêtre du mouvement breton, il vit toujours à Dinard, rêvant à sa jeunesse tu-



L'inauguration du monument de l'union franco-bretonne.



Les Bretons n'aimaient pas voir leur pays représenté à genoux.



Mais, à l'aube du 7 août 1932, le monument n'était plus qu'un tas de gravats, après le premier attentat de « Gwenn ha Du ».

multueuse et vendant des souvenirs aux touristes de la Côte d'Emeraude. Son plus fidèle supporter s'appelait Louis-Napoléon (étranges prénoms pour un autonomiste) Le Roux, et il devait émigrer en « Bretagne insulaire », où il fut tué par un V1 à Londres, en 1944.

Les jeunes gens du premier P.N.B. publièrent bien entendu un manifeste et éditérent un petit journal, auquel ils donnèrent le titre de Breiz Dishual (La Bretagne Libre).

La présence de Bretons de langue française dans ce groupuscule extrémiste posait le problème sur le plan politique et non plus folklorique.

Ils s'affirmèrent « non des conspirateurs mais des protestataires », ce qui n'empêchait pas le radicalisme de leur programme : « Séparation intégrale d'avec la France, indépendance politique de la Nation Bretonne ».

On imagine leur fureur quand ils apprirent que le monument représentant l'union de la Bretagne à la France représentait leur « patrie à genoux » aux pieds de celle qu'ils considéraient comme une marâtre !

Ils n'étaient pas les seuls à s'indigner :

« Le monument de Jean Bou-

cher est une erreur historique, affirma l'abbé Cornou. Quel que soit l'interprétation, même la plus favorable, que l'on veut donner de l'attitude des deux personnages, la conception de l'artiste ne répond pas à la réalité des faits.

« A aucun moment de son histoire, la Bretagne n'a pu être considérée comme la fille de la France.

Si, en outre, on veut y voir le geste d'une enfant prise de repentir pour être demeurée longtemps étrangère à la France, on ne pourra manquer d'y trouver une véritable injure à la Bretagne » (« Ouest-Illustration », oct.-nov. 1911).

Le Parti Nationaliste Breton publia un manifeste durant l'été 1911 :

« A la veille de l'odieuse inauguration du monument, grâce auquel une coterie de renégats de vendus, suscitée et soutenue par le gouvernement français, s'apprête à commémorer notre honte nationale : la réunion de la Bretagne à la France, c'est-à-dire l'assassinat prémédité de notre indépendance progressive et de notre agencement progressif de la Bretagne devant la France ».

L'inauguration se déroula dans une atmosphère de liesse paroissiale, où ne man-

quait même pas une mascarade historique, avec cavaliers costumés dans le style médiéval et fêtes de patronage.

Camille Le Mercier d'Erme et ses amis avaient décidé de se rendre à la manifestation armés... de sifflets à roulettes. C'est dans un beau concert de sifflets qu'ils furent empoignés par les sergents de ville et invités à méditer au poste sur l'avenir de la Bretagne...

Le Mercier d'Erme comparut devant le tribunal de simple police, où il fut défendu par Morvan Marchal, un descendant du célèbre corsaire malouin.

Il faudra vingt ans pour que ce qui n'était qu'un chahut d'adolescents se transforme en combat, pour que la cheddite remplace le sifflet.

Vingt ans et une guerre mondiale. Le conflit semblait avoir tué l'œuf d'un mouvement dif-

férent, aux multiples tendances et querelles nombreuses, mais qui représentait une « minorité passante », allant de la droite à gauche, de l'abbé Jean-Madame Perrot — que nous retrouverons — jusqu'au socialiste

Emile Masson, en passant par l'enfant terrible Le Diberder et sa revue *Brittia*.

Parmi les 240 000 Bretons qui tombèrent dans le conflit on trouvait de nombreux nationalistes, comme le poète Jean-Pierre Calloc'h dit Bleimor, qui composa dans les tranchées des poèmes inspirés par le sang et le sol de ses ancêtres. Les vers d'An er deulin (« A genoux ») n'allaient pas tarder à rythmer les veillées des cadets.

Pour comprendre ce que fut le terrorisme breton dans les années de l'immédiate avant-guerre, il faut remonter à une douzaine d'années avant l'explosion du 7 août 1932. Car le mouvement clandestin Gwenn ha Du (blanc et noir, les couleurs traditionnelles de la Bretagne) se développa à l'ombre du Strollad Broadel Breiz (le Parti National Breton) qui, lui, ne cessa d'agir au grand jour.

Dès 1918, avant même que la guerre soit terminée, un petit groupe prit l'habitude de se retrouver à Rennes, autour d'un garçon de 19 ans, Morvan Marchal, mort récemment dans la misère après avoir abandonné la politique pour l'ésoétisme et être devenu le grand druide Ar-tonovios.

Morvan Marchal était à l'é-

poque étudiant d'architecture à l'école des Beaux-Arts de Rennes et il donna au mouvement son côté « rapin » qui mit si souvent les rieurs du côté des autonomistes. Il avait recruté un de ses condisciples, Olier Mordrel, élève-architecte comme lui et bohème jusqu'au bout des ongles, ce qui n'allait d'ailleurs pas sans un certain génie de la rime et de l'expression.

Ecrivain plus encore qu'architecte, Mordrel, fils d'un général des troupes coloniales qui plus est — allait devenir le théoricien et le pamphlétaire de ce qu'ils nommeront Breiz Atao (Bretagne toujours).

Ils n'ont pas vingt ans, ils rêvent, au cours d'interminables discussions, autour d'un feu de bois, avec Job de Roinec, soldat d'occupation en Rhénanie, qui leur fait chanter à l'unisson le Bro Goz Ma Zadou (Vieux pays de nos pères, l'hymne national breton) et le... Wacht am Rhein (La Garde au Rhin, chant nationaliste allemand)...

Ils conspiraient autour de la cheminée du manoir du Doudu en Plougoum. Mordrel raconte : « Nos conversations enfiévrées continuaient dans le tili-bury secoué par les rafales de suroît, qui nous menait entendre la messe à Kastei (Saint-Pol-de-Léon).

« La flèche du Kreisker mugissait dans la tempête comme une sirène de paquebot ; tandis que Job, le visage luisant de pluie, libérait la Bretagne avec une autorité qui nous médusait, entre deux « Hue cocotte ! », par la grâce d'un grand quotidien dont je me trouvais soudain le rédacteur en chef, à 19 ans, et l'élection triomphale de députés gagnés à nos idées. Nous n'étions plus sur la terre... »

Place de Bretagne, n° 4, à Rennes, se trouvait le quartier général du petit groupe. La place Beauvau et le quai d'Orsay tenaient dans la chambre à coucher de Morvan Marchal, où ne tardèrent pas à se succéder les perquisitions.

Puis le fondateur de Breiz Atao délaissa l'agitation pour la méditation, et la politique pour la philosophie. Un jeune homme allait le remplacer. Il s'appelait Debeaulvais.

Avec Olier Mordrel, il devait former une équipe où l'on partageait tout, « les soucis, les espérances... et la monnaie ».

Ils se retrouveront ensemble devant la justice en 1938. Et ils furent ensuite tous deux condamnés à mort par contumace en 1940.

Le destin exécuta la sentence pour Debeauvais, qui mourut de tuberculose au début de l'année 1944. Quant à Mordrel, il vit toujours, exilé en Argentine.

**C**e que furent la croissance, les difficultés, les scissions et le rayonnement du mouvement breton, de 1922 à 1932, c'est une autre histoire. Le public n'en a retenu qu'un nom, admiré, détesté ou redouté, celui du journal du mouvement : Breiz Atao.

En 1932, le mouvement avait traversé, plutôt mal que bien, beaucoup de crises intérieures et surmonté, plutôt bien que mal, beaucoup de tracasseries policières. Si la grande masse du public breton lui était indifférente ou même hostile, on comptait quelques centaines de militants résolus, 5 000 tout au plus.

Mais les Breiz Atao avaient la réputation d'être accrocheurs. Ils ne tardèrent pas à s'avérer destructibles.

A cette époque, la gauche leur était plutôt favorable et la droite franchement ennemie. En portant la contradiction à une réunion royaliste, à Saint-Goazec, Debeauvais se fit de belle manière fracasser le crâne par les gourdins des Camelots du Roi.

« Deb » devint l'âme du mouvement. Pourtant, dit son camarade Mordrel, « son physique de chat de gouttière n'imposait pas, il manquait de lettres et d'imagination créatrice, il écrivait mal ».

Mais il avait la chose la plus rare chez nous aujourd'hui : le caractère. Sa santé était chancelante, mais pendant des années, il n'a pas dormi plus de trois ou quatre heures. Midi pour lui, ou minuit, cela n'avait pas d'importance...



A l'appel du Parti National Breton, les fidèles de « Breiz Atao » se réunissaient chaque année sur la lande de Saint-Aubin-du-Cormier, où se livra jadis bataille entre la France.

Il avait conservé de ses humbles origines un maintien un peu gauche en face des gens en place. Mais celui qu'une critique malveillante qualifiait de pauvre diable avait dans tous les cas graves les réactions de la foudre.

En 1927, l'Unvaniezh Yaouankiz Vreiz (Union de la Jeunesse Bretonne) se transforma en Stollad Emrenerien Vreiz (Parti autonomiste breton), et Morvan Marchal dessina un drapeau inspiré par le drapeau... des Etats-Unis d'Amérique. Il comportait 9 bandes noires et blan-

ches et un champ d'hermine dans le monde, la rupture de tous les liens entre la Bretagne et la France n'apporterait que des solutions insuffisantes aux problèmes qui se posent à notre pays. Mais nous repoussons une « assimilation » néfaste à nos intérêts matériels et moraux...

Nous ne sommes pas anti-français. Nous n'avons aucune hostilité à l'égard du peuple français. Nous combattons son centralisme qui nous apporte un surcroît d'oppression, son impérialisme qui nous expose à des guerres nouvelles, pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Ce qui n'empêche pas les militants de Breiz Atao de revendiquer l'autonomie administrative et politique et de réclamer un Parlement breton, tout en s'affirmant « fédéraliste européen ».

Ce journal, qui tirait à 8 000 exemplaires, fut saisi par la police en vertu d'une loi « sur la répression des menées anarchistes », à moins que ce ne soit pour outrage aux bonnes mœurs, tout comme une publication pornographique.

Le président du Conseil, Edouard Herriot, doit se rendre à Vannes pour apporter aux cérémonies prévues sa rondeur et son autorité.

Pourtant, l'écrivain n'avait pas toujours arboré le même patriotisme centralisateur et unitaire. N'avait-il pas écrit au détour d'une de ses promenades « Dans la forêt normande », en 1925 :

**E**n 1932, le P.A.B. sort à peine d'une grave crise que l'on a baptisée pour les besoins de la cause une crise de croissance.

Des éléments de gauche l'ont quitté pour lancer War Zao (En avant), ouvertement communiste, tandis que d'autres créent Breiz Da Zont (Bretagne de demain), nationaliste et catholique — on dirait aujourd'hui : intégriste.

Mais rien à faire, la marque est lancée. Qui dit Breton dit Breiz Atao. Le nom propre devient peu à peu un nom commun.

Mordrel écrit dans le journal : « Il n'y a pas deux doctrines d'action bretonne, la nôtre et celle des régionalistes. Il n'y a qu'une doctrine d'action bretonne, parce qu'il n'y a pas deux façons de tirer le peuple breton de l'ornière où il sommeille ».

Sont nationalistes les gens qui appellent un chat un chat, et qui font ce qui doit être fait pour arriver au résultat.

Sont régionalistes ceux qui appellent un chat : un félin domestique de petite taille, et ont encore peur d'être compromis. »

Le Parti autonomiste sort à peine de la crise, quand il va recevoir une aide inattendue... du gouvernement français.

En effet, pour bien prouver que le nationalisme breton ne signifie rien, on décide de donner une solennité toute particulière aux fêtes du quatrième centenaire du rattachement de la Bretagne à la France.

Le président du Conseil, Edouard Herriot, doit se rendre à Vannes pour apporter aux cérémonies prévues sa rondeur et son autorité.

Pourtant, l'écrivain n'avait pas toujours arboré le même patriotisme centralisateur et unitaire. N'avait-il pas écrit au détour d'une de ses promenades « Dans la forêt normande », en 1925 :

« On a représenté la réunion de la Bretagne à la France comme une sorte d'idylle. Je



Fransez Debeauvais, directeur de « Breiz Atao ». Mort en 1944.

comprends bien ici, qu'il n'en fut rien ; je perçois les allées et venues des armées, les coalitions, les combinaisons, les maquignonnages qui se terminent toujours par le recours à la force ! ».

Quelques semaines auparavant, le P.A.B. s'est reconstitué en P.N.B. (Parti National Breton). Il mène vigoureusement campagne contre les fêtes de Vannes, auxquelles il a invité ses militants à se rendre. Sans doute pour y lancer quelques coups de sifflet, comme le fit naguère à Rennes l'ancêtre Le Mercier d'Erme.

Tous les nationalistes connus sont à Vannes et se feront prendre par la police. On peut se demander, avec le recul du temps, si leur présence dans cette ville n'était pas un alibi plutôt qu'une manifestation.

Les gens du Breiz Atao auront beau jeu de dire qu'on peut être à la fois à la cour et au moulin, à Vannes et à Rennes. Ce n'est pas Breiz Atao qui a fait sauter le monument, c'est... Gwenn ha Du.

De cette nouvelle association, on ne connaît rien. Qu'une signature au bas d'une lettre adressée à tous les journaux et que bien peu reproduisirent dans leurs colonnes. Voici ce qu'écrivirent ceux qui avaient fait sauter le monument, sans faire d'autres dégâts à quelques carreaux cassés à l'hôtel de ville de Rennes :

« Les Français célèbrent aujourd'hui le quatrième centenaire de leur victoire et de l'annexion de la Bretagne.

« Toujours Bretons, non conquis malgré quatre siècles d'occupation française, nous avons décidé de remettre entre les mains des Bretons les destinées de leur patrie, pour le plus grand bien de la nation bretonne.

« Nous ouvrons la lutte pour la délivrance de notre pays, en ce jour anniversaire de notre annexion, par la destruction du symbole de notre asservissement qui trône au centre de notre capitale. »

Gwenn ha Du.

Les fêtes de Vannes sont dominées par la nouvelle de l'attentat de Rennes.

Les réactions officielles furent ce qu'elles ne pouvaient qu'être : fureur et indignation. Le préfet du Morbihan déclare :

« Quelques fous ont, cette nuit, détruit à Rennes le monument qui commémore l'union de la Bretagne et de la France. Devant le président du Conseil et le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, je proclame l'indéfectible attachement des Bretons à la France et à la République.

Le président Herriot stigmatisa « un geste aussi stupide et aussi criminel, qui témoigne de la part de ceux qui l'ont commis d'une parfaite bêtise et d'un avilissement complet de l'âme et du cœur ».

Et le chef du gouvernement ajoute :

« C'est un acte idiot, qui n'est évidemment que le fait d'un petit lot d'individus, mais je crains qu'il ne soit exploité avec malveillance par une certaine presse étrangère toujours aux aguets lorsqu'il s'agit de nuire à la France, et d'entretenir des germes de division.

Et Breiz Atao ? Le journal, qui connaissait quelques difficultés financières, tira un numéro spécial. Il sera enlevé en quelques heures.

Son directeur, Debeauvais, se trouvant arrêté la veille de l'attentat et la plupart de ses militants étant étroitement surveillés par la police, le journal souligne le caractère non secret et non violent du mouvement politique dont il est l'organe :

« Nous n'avons pas voulu cet acte, parce qu'il n'appartient pas à un grand mouvement national, qui veut la conquête des esprits et le relèvement de tout un peuple humilié, d'orienter ses partisans dans la voie des violences inutiles.

« Nous regrettons la brutalité de l'acte.

« Mais (...) puisse l'éclat de cette bombe inoffensive retentir aux oreilles de la France comme un avertissement salutaire.

Puisse-t-il lui faire comprendre qu'il est temps encore d'accomplir les actes qui permettront à la Bretagne et à la France de vivre rapprochés non dans l'esclavage mais dans cette égalité et ce respect des droits, sans lesquels l'amitié n'est qu'un mensonge officiel pour excuser la servitude... »

Tandis que la police est obligée de relâcher les militants de Breiz Atao arrêtés à Vannes, elle recherche les terroristes de cette égalité et ce respect des droits, sans lesquels l'amitié n'est qu'un mensonge officiel pour excuser la servitude... »

On peut dire qu'elle les recherche encore, car ni leur chef ni aucun d'entre eux n'ont été, depuis 1932, formellement identifiés... Bien que toutes les rumeurs, de la pointe du Raz au Couesnon, identifient le mystérieux chef de Gwenn ha Du : Célestin Lainé.

Réfugié aujourd'hui en Irlande, Lainé n'a toujours rien avoué. Mais dans une attitude normande, surprenante pour un Breton, il se contente de dire oui ou non lorsqu'on lui demande s'il fut le chef de Gwenn ha Du.

Lainé avait 24 ans en 1932. Né à Nantes, il devint Léonais (du pays de Léon) d'adoption et passa son enfance à Ploudalmézeau, où il se fit surtout remarquer à la chorale paroissiale. Ce qui ne l'empêcha pas, à seize ans, de rejoindre le mouvement breton.

Grand, maigre, une mèche folle barrant un front volontaire, il avait été conduit au nationalisme par un prêtre celtisant, l'abbé Lec'hvien, qui sera assassiné dans son presbytère en juillet 1944.

Renfermé, timide et autoritaire tout ensemble, hanté par cette passion sourde et brûlante qui fait les terroristes, Célestin Lainé devait débiter dans le mouvement breton comme...

jeu de biniou. Il ne tarda pas à se révéler — dans une ombre propice à ce genre de desseins — comme l'impitoyable propagateur du militarisme et de l'organisation.

Sorti de Centrale et ingénieur-chimiste dans le civil, il était, « dans le militaire », le chef très probable de Gwenn ha Du. Sa profession aurait dû éveiller la méfiance des enquêteurs, car la cheddite avait été maniée de main de maître. Mais Lainé était dur à prendre, et encore plus à faire avouer. Arrêté après d'autres attentats, en 1936, il aura toujours une science assez diabolique des aibis et une indéfinissable répugnance aux aveux.

Mal aiguillés, les inspecteurs de police avaient pourtant opéré des arrestations après l'attentat de Rennes. En date du 11 août 1932, moins d'une semaine après l'attentat, les journaux annoncèrent en dernière heure « que l'un des auteurs de l'attentat, qui était cuisiné depuis hier midi, a fini par passer des aveux dans la soirée et a été arrêté : c'est lui qui a fourni une des bombes... »

On s'attend à de nouvelles arrestations, au cours d'un vaste coup de filet qui va être opéré.

Le lendemain, six hommes étaient arrêtés. Des hommes ? plutôt des enfants. Il s'agissait de Jeussset et de ses amis, du parti breton révolutionnaire Breiz da Zont, ces nationaux-catholiques bretons, qui multipliaient depuis longtemps les déclarations extrémistes, par une sorte de surenchère à Breiz Atao.

Jeussset, Théophile de son prénom, était, écrit Mordrel, « un personnage de Dostoïevsky » :

« Prompt à porter aux nues, prompt à trainer dans la fange, il me condamnait un jour comme opportuniste et dégoûté, et me condamnait le lendemain comme séparatiste à courte vue, quand l'avait touché la grâce d'une conversation monarchiste.

Chevalier des causes désespérées, la nôtre sans doute lui parut souvent trop confortable. Mais, à travers toutes ses métamorphoses, il resta un Celte typique, un vaillant. »

Simple ouvrier peintre, Jeussset était devenu un érudit en matière celtique. Mais certainement pas un terroriste. La police s'était trompé de coupable.

Ce qui n'empêcha pas les journaux d'écrire que l'un des conjurés avait rencontré un émissaire d'Hitler (qui ne serait au pouvoir que six mois plus tard, mais qui commençait à inquiéter sérieusement les Français).

« L'ayant mis au courant des menées autonomistes de la Bretagne, il aurait sollicité sa contribution. Et il aurait reçu... mille francs. »

Les vannes de l'Imagination étaient ouvertes, rien n'allait les fermer. Bien entendu, on parla autant des Irlandais que des Allemands. On évoqua un pacte secret, qui aurait été signé entre séparatistes bretons et républicains irlandais.

Gwenn ha Du ne serait, selon des journaux de l'époque, que la forme armée et terroriste d'une organisation secrète appelée « Francs-Bretons », à laquelle des enquêteurs pour le moins généreux accordèrent 8 000 membres.

Un coup de théâtre ne tarda pas à intervenir : les six inculpés se rétractèrent après avoir soi-disant passé des aveux. Cela ne les empêchera pas de rester cinquante-trois jours en prison et de menacer le gouvernement d'une grève de la faim.

Faute de preuve, on dut se résoudre à relâcher Jeussset et ses amis. Une mise en liberté provisoire « pour raison de santé » permit à la police de sauver la face.

Qui étaient les coupables ? L'affaire qui commençait n'allait pas tarder à ressembler à un roman d'espionnage. Il n'y manque même pas une figure féminine.

Elle avait vingt ans et une licence ès lettres. Elle s'appelait Fant Rosec Meavenn (professeur de lettres, elle a repris récemment de l'activité politico-littéraire, en dirigeant la revue culturelle *Ar Vro*).

Meavenn, secrétaire bénévole de Debauvais et collaboratrice de Breiz Atao, ne cachait certes pas ses sentiments nationalistes. On peut même dire qu'elle les affichait. On la vit sur la tribune du « Club du Faubourg » de Léo Poldès, où sa présence fit sensation en plein Paris.

Il ne lui manquait qu'un surnom. Les journaux ne tardèrent pas à le lui trouver, en la baptisant sans rire : « La Vierge Rouge ». Elle se fit complaisamment photographier devant les ruines du monument détruit par Gwenn ha Du. Élégante, selon les lois de l'époque, son allure évoque terriblement, trente-cinq ans plus tard... Bonnie et Clyde.

Béret basque et jupe à mil-mollet, Meavenn avouait ne pas avoir détruit le monument. Mais elle ajoutait aussitôt qu'elle regrettrait bien de ne pas l'avoir fait.

Elle fut donc sacrée « Gwenn ha Du d'honneur ». Mais cela n'avançait pas pour autant la police.

Quant aux manifestations de Gwenn ha Du, elles n'allaient pas cesser pour autant. La première action du gouvernement clandestin terroriste sera de sanctionner ceux qui s'attribuent injustement le sigle de la société secrète.

Ainsi le Bardenizeg Kusulmeur Gwenn ha Du (Tribunal du grand conseil Gwenn ha Du) rédige des verdicts en breton et condamne à 30 francs d'amende un garçon qui s'était permis de signer Gwenn ha Du une lettre.

Il y a plus sérieux. Un barbier, pharmacien de son état,

est condamné à quitter la Bretagne dans les trois mois « pour avoir dénoncé plusieurs Bretons aux policiers français ».

A la fin de l'année, à l'occasion du Nouvel an, un deuxième « jugement » l'autorisera à passer quelques jours en Bretagne, mais lui interdira d'y gagner sa vie jusqu'à nouvel ordre.

Bombes et tribunal secret, l'appareil terroriste est en place. La police et le gouvernement sont sur les dents.

Mais comment riposter contre un fantôme ? On se contente d'interdire à la Musique des équipages de la flotte de participer aux fêtes folkloriques de Bleun-Brug de Brest et le préfet déclare à l'organisateur de cette manifestation culturelle :

— Le monument de Rennes a sauté ! Vous n'avez plus le droit de vous dire Bretons !

Les fêtes auront lieu quand même. Sans la Musique des équipages de la flotte. Et sans un seul drapeau français.

Tandis qu'aux anniversaires de cette date historique, des tantajou (feux de joie) sont allumés sur les points culminants de Bretagne — du Menez Bré au Menez-Mikaël.

Toute la France apprend qu'il existe en Bretagne un mouvement autonomiste. Le terrorisme avait réussi à briser le mur du silence.

Quel était l'avenir du Breiz Atao ? Où allait frapper Gwenn ha Du ?

Bien entendu, Debauvais et Mordrel nient toute collusion avec les terroristes. Aujourd'hui, où l'un est mort et l'autre exilé à vie, il semble bien que cela soit une clause de style et une mesure de prudence.

On imagine assez bien que les deux leaders dirent à Lainé (si tant est que Lainé fut le chef de Gwenn ha Du) :

— Fais ce que tu veux. Mais ne te fais pas prendre.

L'effectif total de l'organisation secrète ne devait guère dé-

passer une douzaine d'hommes. La Grand Conseil se réunissait en plein air, au cœur de la Bretagne pauvre et montagneuse. C'est sur le mont d'Arree, au grand vent libre de la mer, sous les étoiles, que furent prises les décisions les plus graves.

On suppose aujourd'hui que se trouvaient autour de Lainé ceux qui allaient devenir les plus acharnés des nationalistes bretons au cours de la seconde guerre mondiale. Et d'abord Geffroy, condamné à mort après la guerre pour la mystérieuse affaire de Locquirec, grâcié et aujourd'hui libéré.

Pères, condamné à mort par contumace et réfugié politique en Allemagne et quelques autres dont on ne murmure les noms qu'à voix basse. On affirme même que certains de ces terroristes étaient des femmes et que c'est l'une d'elles qui incendia une préfecture bretonne avant la guerre.

Les membres de Gwenn ha Du sont de la génération de leur chef, plus loin sur la redoutable voie de l'action directe que ne le seront jamais Debauvais et Mordrel.

Gagnés aux idées de Breiz Atao, dès leur prime jeunesse, ayant accepté ce qu'il y a de plus dur pour un Celte : une discipline militaire et même monacale, ils ont fait leur la maxime de Lainé :

— Nous avons deux exemples : l'Irlande et la Prusse.

L'Irlande est le premier pays celte à s'être libéré après la tragique insurrection des Pâques sanglantes de 1916. L'île verte des poètes, des poseurs de bombes et des sinnefeimers apparaît pour les hommes de Gwenn ha Du comme la terre de fidélité.

La Prusse est, elle, la terre de l'organisation. Ils rêvent d'une armée bretonne disciplinée et fanatique qui corrigerait cette tendance à la rêverie et aux discussions, la passion incorrigible des Bretons.

Inspiré par Frédéric Nietzsche qu'il rêvait de traduire en breton, Lainé fut l'incarnation même du terrorisme, à la manière des « reprovés » de von Salomon.

« Il faut des hommes seuls avec eux-mêmes pour entreprendre certaines choses. Il faut des esprits comme le sien dont on a dit qu'il ne tourne pas rond pour oser le geste nécessaire quand le sens commun n'est unanimement prononcé contre lui.

Au demeurant, il a eu son système qui ne consistait pas seulement à dormir le jour et à travailler la nuit, à changer le calendrier et à inviter une façon celtique de poser le pied en marchant.

Il a importé chez nous la mystique du service rendu inconditionnellement au chef et il a donné à l'idée bretonne la forme du fanatisme religieux.

Il n'a rien su fonder de durable parce qu'il a mêlé l'erreur à la vérité, mais il a laissé un précédent instructif... Ce Prusien d'élection a été un anarchiste pur. »

Tel fut le jugement d'Olier Mordrel qui pourtant ne l'aimait guère, car les deux hommes étaient le jour et la nuit.

Le 20 novembre 1932, devait avoir lieu le deuxième attentat de Gwenn ha Du.

Après Vannes, la ville de Nantes célébrait le quatrième centenaire de l'annexion de la Bretagne. M. Edouard Herriot, toujours lui, devait assister à la cérémonie en tant que président du Conseil.

Parti le 19 novembre à 23 heures de la gare d'Orsay, le train spécial présidentiel arriva en gare de Nantes le lendemain matin avec presque une heure de retard. 50 minutes exactement.

Que s'était-il passé ?

Un télégramme officiel exposait les faits, dans leur brutale banalité : « Par suite d'un attentat criminel commis vers 10 heures du matin, les deux voies, paire et impaire, sont obstruées, rupture d'un rail sur chaque voie, sans accident. »



Fant Rosec Meavenn, « La Vierge Rouge » des autonomistes.



*L'amour de la France pour la Bretagne, vu par un artiste autonomiste.*

L'attentat avait eu lieu à Ingrandes. A la « frontière » bretonne. Gwenn ha Du venait de frapper une nouvelle fois, à vingt mètres du village dit Les Petites-Rivières. Les terroristes avaient opéré à l'aide de cordons de Bickford.

La double détonation fut entendue par le chef de canton préposé au passage à niveau 273, qui envoya sur les lieux un veilleur de voies.

Le cheminot bondit dans la nuit, muni d'un fanal... et d'un revolver. Il aperçut un feu rouge placé entre les deux voies et téléphona aussitôt à la gare d'Ingrandes. Il revint sur la ligne et aperçut alors une seconde lanterne. Les terroristes avaient soigneusement signalé leur attentat pour éviter tout accident.

Le chef de brigade et les gendarmes de Saint-Georges arrivèrent sur les lieux et commencèrent l'enquête. On supposa que les auteurs de l'attentat

étaient venus en voiture et avaient emprunté un chemin latéral à la voie. Leur véhicule était, d'après les traces, une petite automobile à châssis étroit et à pneumatiques de faible section.

Sans manifester trop d'émotion, tandis que les enquêteurs piétinaient dans la brume matinale, le président Herriot songeait à la plaque qu'il allait dévoiler sur le mur d'enceinte du château de Nantes et qui célébrait « l'Union perpétuelle des pays et duché de Bretagne avec le royaume de France ».

L'inauguration fut troublée par quelques cris :  
« Vive la Bretagne ! Vive l'indépendance ! »

Tandis que des nationalistes arboraient un immense drapeau du P.N.B. à un balcon en chantant le *Bo goz Ma Zadou...*

Le président du Conseil s'éleva contre les « tentatives abominables » des séparatistes. Ce

qui ne l'empêcha pas, dit-on, de confier, en a-parté :

— Je les admire, ces gens-là, ils ont du cran...

Sitôt la nouvelle de l'attentat connue, les témoignages de sympathie affluèrent sur le bureau du président Herriot. Il remarque surtout celui-ci :

« La municipalité et la laborieuse population d'Ingrandes-sur-Loire, située aux confins de l'Anjou et de la Bretagne, unies tout entières, vous expriment ses sentiments de profond attachement, de reconnaissance pour vous, et d'horreur pour l'odieux attentat commis sur son territoire. Au nom de tous, signé : Le maire et l'adjoint. »

Quant à la classique délégation de parlementaires bretons, elle reprend le couplet habituel sur « les menées insensées de soi-disant autonomistes dont beaucoup ne sont même pas de leur race. »

Comme d'habitude, Gwenn ha Du, dans une lettre à la presse, avait revendiqué la responsabilité de l'attentat et expliqué ses buts :

« Le Chef de Gouvernement Français vient à Nantes pour célébrer une seconde fois un quatrième centenaire de notre annexion. Décidés à ne pas laisser cet affront sans réponse, nous avons résolu d'affirmer à nouveau notre volonté nationale en coupant à l'entrée de la Bretagne, la voie ferrée qui doit l'amener.

« Cette opération se fera en prenant toutes les précautions d'usages sur les voies ferrées, pour être certain qu'il ne puisse y avoir aucun accident.

« Ce geste, volontairement inoffensif, prouvera aux dirigeants français que les Bretons ne se laissent pas insultés impunément chez eux et que toute récidive pourrait exposer leurs personnes à de graves dangers cette fois très réels.

« Ils ne seront les bienvenus que le jour où ils viendront

restituer à la Nation bretonne, la liberté à laquelle elle a droit.

Gwenn ha Du »

Un haut fonctionnaire de la police, le contrôleur général des Services des recherches judiciaires, arriva à Rennes et déclara :

— L'enquête suit normalement son cours.

Elle ne devait jamais aboutir.

Puis, quatre ans passèrent. Gwenn ha Du semblait s'être évanouie, comme ces farfadets qui disparaissent derrière les menhirs sur les landes battues par toutes les averses.

Olier Mordrel avait lancé une revue ambitieuse et volcanique sous le titre de *Stur* (gouvernement). Il exposait, dans un langage imagé, sa conception du monde où, au delà de la Bretagne, et de la Celte, il rêvait d'un monde du Nord-Ouest, romantique et raciste.

Debeauvais s'accrochait au travail politique quotidien et avait pris peu à peu figure de chef de la tendance la plus pure. Apparaissait dans son ombre un autre joueur de billard, membre du groupe de danses folkloriques *Nevezadar*, l'ann Goulet, dont on parle beaucoup depuis quelques jours, maintenant qu'il anime d'Irlande le C.L.B. (comité de Libération de la Bretagne).

Une nouvelle génération surgissait. De plus en plus radicale. On n'a certes pas oublié les deux attentats de 1932, mais plus personne ne parle de Gwenn ha Du quand, en 1936, différents journaux reçoivent une lettre signée par la mystérieuse organisation.

« Nous ne supporterons plus que nos écoles servent à apprendre à nos enfants la haine de leur langue, le mépris de leurs ancêtres et la honte de leur race.

« Nous accordons un mois, à compter d'aujourd'hui, à M. Guérin, Ministre de l'Education Na-



*Le baiser d'Edouard Herriot à Vannes, vu par un photographe officiel.*

tionale, pour obtenir l'enseignement du breton dans tous les établissements scolaires de la Bretagne bretonnante.

Gwenn ha Du »

S'il ne se passa rien à l'expiration du délai d'un mois, c'est d'une manière spectaculaire que les terroristes de Gwenn ha Du célébrèrent le vingtième anniversaire de l'insurrection des nationalistes irlandais.

Dans la nuit du 13 au 14 avril 1937, des attentats furent commis contre les préfectures bretonnes.

A Rennes, à Saint-Brieuc, à Quimper et à Nantes. Et on assure que s'il ne s'est rien passé cette nuit-là à Vannes, c'est parce que la voiture de l'équipe de sabotage était tombée en panne...

Les terroristes étaient moins bons mécaniciens qu'incendiaires.

Il s'en fallut de très peu que le feu ravagât les quatre préfectures. Des flacons contenant un liquide corrosif et inflammable, composé de phosphore blanc et de sulfure de carbone, avaient été lancés à l'intérieur des édifices publics à travers un carreau brisé.

Bien entendu, selon le scénario habituel, l'association terroriste envoya aux journaux une lettre où elle prenait ses responsabilités.

La presse la jugea d'une telle violence qu'elle refusa de la publier in extenso. Elle débutait par cette position de principe qui fixe le rôle de Gwenn ha Du :

« Nous continuons la tradition de ceux qui, au cours des siècles, ont lutté les armes à

la main pour affirmer nos droits de Nation.»

Le manifeste se terminait par un véritable appel à l'insurrection :

« Préparez-vous à devenir avec nous les soldats dont la Bretagne a besoin, et soyez sans inquiétude : nous nous retrouverons quand le moment sera venu. »

Par ordre: Gwenn ha Du

L'enquête sur les incendies de préfecture fut menée par l'inspecteur principal de la brigade mobile de Rennes, qui s'entoura de la plus grande discrétion. Cette fois-ci, on obtint quelques résultats.

Le trésorier de la section de Nantes de Breiz Atao, un nommé Renaud, fut arrêté et dix perquisitions furent opérées.

L'une d'elles permit de découvrir un plan des bâtiments de la préfecture de Quimper. Une flèche marquait l'emplacement de la fenêtre du Conseil général où furent lancés les deux flacons de sulfure de carbone et de phosphore.

Bien entendu, l'inculpé prétendit tout ignorer de l'attentat. Il aurait juste établi ce plan pour des gens qu'il ne connaissait pas...

Les mauvaises langues prétendirent que si le plan avait été trouvé chez lui, c'est que la police l'y avait amené.

Toujours est-il que l'enquête tourna en rond malgré la vague d'arrestations qui suivit.

Un jeune militaire, Bayer du Kern, en garnison à Nantes, fut interpellé par la police et, pour la première fois, un membre de Gwenn ha Du passa aux aveux. Il affirma avoir participé à l'attentat d'Ingrandes en 1932. Il aurait placé les lanternes rouges sur la voie ferrée. Après cet aveu, il en fit un autre, et de taille : il désigne comme son chef Célestin Lainé.

Un mandat d'arrêt fut lancé contre l'ingénieur-chimiste. Mais la confrontation tourna court. Le prétendu chef de Gwenn ha



Le défilé du congrès interdit de 1938. A l'extrême-droite, avec la basque, Célestin Lainé, chef présumé de « Gwenn ha Du ». Le joueur de bintou, en position au milieu, est Yann Goulet.

Du regarda Bayer du Kern dans les yeux.

L'autre se rétracta aussitôt et prétendit qu'il avait tout inventé. Bayer du Kern qui était membre du groupement druidique Kad (Combat), fut tué pendant la guerre 1939-40.

Lainé devait posséder une grande science des alibis car il fut relâché. Il sera à nouveau dénoncé par un autre de ses hommes, savamment « cuisiné » par la police. Une fois de plus, Lainé fut appelé dans le cabinet du juge d'instruction d'Angers. Et une fois de plus relâché.

Il ne sera de nouveau arrêté que deux ans plus tard, et condamné le 22 juin 1938 pour avoir barbouillé des monuments publics avec des slogans autonomistes et refusé de répondre au tribunal dans une langue autre que le breton.

Il s'était borné à déclarer à l'interprète :

— N'em ews netra da lavarnout (Je n'ai rien à dire).

De sa prison, il enverra des messages à ses amis, écrits avec son sang.

Sous les fenêtres de sa cellule, des jeunes filles viennent

à chanter : « Plane haut, mouette des grèves », qui deviendra l'air de la section des Bagadou Stourm (actions d'assaut) du P.N.B.

que moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, ou de soustraire à l'autorité de la France une partie du territoire où cette autorité s'exerce ».

Par quelque moyen que ce soit... Y compris le journalisme. À l'automne 1938, Debeauvais et Mordrel sont condamnés à un an de prison.

L'année avait été marquée pour le P.N.B. par un grand rassemblement à Saint-Aubin-du-Cormier. Lainé y était apparu comme le chef incontesté du service d'ordre qu'il avait

habillé de chemisettes blanches et de bottes noires. C'était le noyau de la Kadervenn, formation spéciale de combat qu'il entraîna à des exercices paramilitaires dans les monts d'Arrière.

Dans la nuit du 17 au 18 novembre 1938, Gwenn ha Du réapparait. C'est pour faire sauter à Pontivy le monument de la Fédération. Pour tromper les enquêteurs, le terroriste qui fit sauter le monument avait garni ses semelles de... fers à cheval !

Le communiqué de l'organisation terroriste déclara que ce monument était « un outrage permanent à la nation bretonne, en ce qu'il affirme qu'il n'y a désormais plus de Bretons ».

Dans sa prison, Debeauvais fait la grève de la faim, pour obtenir le régime politique. Il fait appel contre le jugement. L'appel est rejeté le 15 février 1939. Douze jours plus tard, une nouvelle bombe explose à la préfecture de Quimper.

Une fois de plus, l'attentat est signé Gwenn ha Du.

Dans la « Dépêche de Brest », Auguste Dupouy, tout en comparant les méthodes des Républicains irlandais et des terroristes bretons, écrit :

« Ils peuvent montrer leurs mains, pas une tache de sang ne se mêle à la poudre qui les noircit. »

La guerre approche. Les nationalistes réclament « La Bretagne libre et neutre » (on voit encore cette inscription sur un mur, sur la route de Rennes à Brest).

Le gouvernement riposte. Breiz Atao est saisi. En juillet, Debeauvais sort de prison. Il n'y a plus que quelques semaines avant la guerre.

Au mois d'août, dans les derniers jours qui précéderont le second conflit mondial, la police découvrit une barque échouée sur la plage de Locquerec et saisit le yacht Gwalarn.





# Constellation

JUILLET

NDE

ANÇAIS

*M. G. R.*

**VACANCES  
CONJUGALES:  
ENFER  
OU  
PARADIS ?**



# 3 millions de bretons en colère

► Les « Français » veulent faire de notre pays un désert. Ce leitmotiv, je l'entendrai mille fois, de Saint-Brieuc à Nantes, dans les villes, les bourgades, les hameaux, où j'ai rencontré la même indignation, les mêmes arguments. C'est dans son bureau de la belle « maison des agriculteurs », toute neuve, à Quimper, entre téléphone, dictaphone, magnétophone, interphone, dossiers et cartes d'état-

major, que j'ai fait la connaissance de Marc Becam, secrétaire général de la F.D.S.E.A. (1)

A trente-deux ans, il fait d'habitude penser à un chef scout avec ses cheveux et ses sourcils blonds, son teint clair et ce regard bleu. Mais j'allais retrouver dans toute la Bretagne.

Un scout de choc. C'est lui qui, dans la nuit du 20 au 21 février dernier, à la tête de 6 000 hommes, prit d'assaut la ville de Brest, brancher des haut-parleurs aux points stratégiques, occupa les locaux publics et resta maître absolu

(1) F.D.S.E.A. - Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

## Ils ne veulent pas laisser mourir leur province

jusqu'à l'aube. Quand les occupants se furent repliés en bon ordre, les Brestoïses purent se demander s'ils n'avaient pas rêvé. Les autorités, elles, n'ont pas encore compris.

— Simple démonstration de force, disent Marc Becam et son patron Jean Mevellec, le président à la carrure de général chouan.

Depuis 45 ans, Jean Mevellec travaille la terre de ses aïeux à Scaër. Il s'est lancé comme un jeune homme dans la bataille au finish, dont l'enjeu est la vie ou la mort de la Bretagne.

- Les chemins de fer aréoliques
- L'eau potable rare
- Les routes mauvaises
- L'électricité inconnue
- Les salaires insuffisants
- Le travail introuvable



## Les Bretons sont républicains

Plus que toute autre considération, c'est cette menace qui a mobilisé les 3 600 000 habitants des Côtes-du-Nord, du Morbihan, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique. On a vu se dresser des leaders d'une race inconnue: Alexis Gourvenec, jeune paysan, devenu du jour au lendemain un prestigieux orateur; ses compagnons Marcel Léon, Jean Chapelain, Jean-Marie Sailloux, des gars de la terre aux gestes lents, transformés en apôtres de l'agitation. Derrière eux, une armée de militants hiérarchisés, encadrés, de tous les milieux: ouvriers, paysans, curés, commerçants, bourgeois, médecins, avocats, professeurs. Comme chars d'assaut: des tracteurs pas toujours payés. Comme munitions: des millions d'œufs pourris conservés à dessein et qui sont la terreur des C.R.S.

Ce n'est pas une nouvelle « jacquerie ». Les chefs de l'insurrection sont des hommes riches: Gourvenec est un grand propriétaire; Mevellec possède un véritable domaine; Jean Rohoux m'a montré sa gentilhommière, résidence des anciens seigneurs, toute garnie de meubles d'époque; Yves Le Meliner emploie 550 personnes et fait un milliard de chiffre d'affaires; Henri Ducasiou, président de la Chambre de commerce de Lorient: 10 000 ouvriers.

Le « brain trust » de l'état-major est installé au cœur de la place ennemie. C'est le C.E.L.I.B. (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons) rue du Quatre-Septembre à Paris. Son animateur,

sous la présidence de Rilsie Plevan est Joseph Martray, dont le cerveau est une encyclopédie de la Bretagne.

— Il ne s'agit ni de chouannerie ni de séparatisme, notions largement dépassées, affirme-t-il. Les Bretons sont républicains, et nul régime de France n'a payé un plus lourd impôt du sang au cours des deux dernières guerres. Il y eut la bataille du chou-fleur, celle des atichauts, de la viande, les batailles d'Hennebont et de Saint-Nazaire. Il y en aura d'autres. Ce ne sont que les épisodes d'une lutte autonome de laquelle s'est cimentée l'unité des Bretons. Leur objectif, aucun nul ne les fera déborder, est de défendre et de maintenir la personnalité de leur patrie.

« La guerre sainte, m'exposait Marc Becam, fut décrétée en 1932. Nos premiers comités secrets arrêtèrent la stratégie et les plans de mobilisation. Ce fut un énorme travail en profondeur pour « mettre les gens dans le coup ». Réunions, journaux, tracts étaient insurmontables: nos hommes firent du porte-à-porte jusque dans les moindres hameaux. Nous avons « quadrillé » la province par départements, par arrondissements, par cantons, par communes, et chaque commune a 7 et 15 quartiers. »

La cellule de base, c'est le « quartier ». On se réunit dans une ferme, une salle de café, pour élire un « responsable ». Il n'y a pas de candidat, et l'on vote à bulletin secrets. L'homme dont le nom sort du vaste chapeau posé sur la table est forcément le meilleur. On ne peut se dérober et on lui obéit.



Au cours d'un meeting à Pont-l'Abbé, Becam, secrétaire de la F. D. S. E. A., harangue les manifestants.

Même technique pour les responsables communaux, cantonaux, départementaux, jusqu'au sommet. Aucune infiltration possible, un réseau tenu de responsabilités. Alexis Gourvenec et Marcel Léon, responsables cantonaux, revendiquèrent l'honneur d'aller seuls en prison pour une action qui aurait pu conduire tout un groupe de participants.

## Une attaque en règle

« En octobre 1959, première grande bataille sur l'indexation des produits agricoles. En vingt-quatre heures, on mobilise 20 000 hommes, pendant que 600 tracteurs barrent les routes en 16 points dif-

férents. En avril 1960, même mobilisation éclair. Cette fois, ce sont 30 000 hommes qui envahissent Quimper. Les C.R.S. sont accueillis par une mitraille d'œufs pourris. Tandis que leurs forces tentent de canaliser les manifestants, place de l'Hôtel-de-Ville, un second commando occupe la gare. Tous les trains sont arrêtés pendant une heure et demie.

« Dix, vingt manifestations où l'effet de surprise déconcerte chaque fois les autorités.

« Naturellement, nous sommes surveillés jour et nuit. Toutes nos communications téléphoniques passent par les tables d'écoute. N'empêche que, pour l'affaire de Brest, à 14 heures 20 nous n'étions que



J. Martray



P. Mongarret



M. Philiponneau



J. Rohoux

trois au courant. Coups de téléphone aux responsables cantonaux: "Ce soir, expédition sur Morlaix"... A 22 heures, aux divers points de rassemblement, ils embarquent leurs troupes sur nos 2 000 véhicules dont les chauffeurs reçoivent le mot d'ordre à la dernière seconde. "Direction Brest." Durant toute la nuit, paysans, ouvriers, étudiants, 120 syndicats régnèrent sur la cité coupée de communications, tandis que d'importantes forces de police les attendaient jusqu'à l'aube aux abords de Morlaix endormie. Objectif: prouver qu'aujourd'hui ce sont les Bretons qui font la loi en Bretagne.

Jean Rohoux, 42 ans, fils, petit-fils, arrière-petit-fils de paysans du Morbihan, marié à une Bretonne, héros de la Résistance, maire de Carhaix, conseiller général, m'a conduit par un chemin de terre vers ce qui semblait, de loin, être un village.

— C'en était un, il y a vingt ans. Quinze feux, soixante personnes... Mais les maisons sont abandonnées, à l'exception d'une seule où trois vieux, dont le benjamin a 70 ans, attendent que la mort ait installé un silence définitif.

### Exil obligatoire à 17 ans

Plus loin, nous visitons une ferme qui, sans l'électricité, rappellerait le Moyen Age. Une immense salle basse au sol de terre battue, une grande table, des bancs, quantités de noyer aux angles de la pièce. — Ils vivent à six là-dedans, uns devant les autres. Rien pour s'isoler. Aucune installation sanitaire. Hiver comme été, on va tirer l'eau du puits. S'il fait froid, on brûle du bois dans la haute cheminée, mais au fond de la salle il y a des milliers de fermiers comme cela en Bretagne.

« Aujourd'hui, la culture emploie moins de bras, les petites exploitations de 7 à 13 hectares (60% de la propriété), les "pauvres", ne peuvent ni nourrir ni élever une famille. Alors, bon mal gré, à dix-sept ans, garçons et filles quittent le foyer, faute de trouver du travail. Non seulement cette obligation est inhumaine mais l'hémorragie croissante de la Bretagne, dont les meilleurs éléments s'expatrient, contribuera à l'anémier qu'elle en mourra.

A Gourin, un des cantons plus déshérités, la « Compagnie Transatlantique » a installé

un véritable agence d'émigration vers les U.S.A. Dans une seule année, les deux tiers des nouveaux mariés se sont embarqués.

Ce qui met les Bretons le plus en colère, ce sont des phrases comme celles de Michel Debré: « La Bretagne est une réserve humaine », ou de Delouvrier: « Il faut faire de Paris une ville de seize millions d'habitants. »

Ils s'indignent: « Cela revient à déporter des populations comme le firent Hitler et Staline pour les besoins économiques. La Bretagne n'est pas une abstraction démographique, elle a une culture, une histoire, une âme. »

Les dossiers du C.E.L.I.B. font la synthèse du drame. Chaque année 20 000 Bretons quittent leur village. C'est, chaque fois, un déshérence, souvent une faillite humaine. Ils sont 250 000 à Paris seulement, pour 140 000 dans leur capitale: Rennes.

Afin d'élever le niveau de vie des peuples, on crée partout des industries. De 1950 à 54, 62 000 emplois industriels ont été supprimés en Bretagne.

— Résultat, constate Marc Beaucam, les salaires sont les moins élevés de France: 30% en moyenne, à égalité d'emploi. Une dactylo payée à Paris 900 francs gagne à St-Brieuc, 400 à 450 francs; un contremaître touche le salaire d'un manoeuvre de Billancourt.

« Nous sommes également défavorisés sur le plan scolaire. 50 000 jeunes gens n'ont pas trouvé de place dans les écoles techniques.

On nous refuse les bourses pour l'enseignement agricole. Pour les études supérieures, deux seules villes: Rennes et Nantes; aucune fa-

## 3 millions de Bretons en colère

culté à l'ouest de celles-ci. Alors que les crédits universitaires ont été augmentés de 15% à l'échelon national, la répartition fait ressortir une baisse de 2% pour les académies bretonnes.

### Un seul remède: les industries locales

« Notre réseau routier est tel que René Pleven disait: "En Bretagne, quand une route est mauvaise, on sait que c'est une route nationale." Mais, le pire, ce sont nos trains. Non seulement nos grandes lignes sont les plus lentes, mais la Bretagne est encore desservie par 475 km de "voies métriques", lignes secondaires d'un mètre de large. Les industriels, qui, en raison du bas prix de la main-d'œuvre, seraient tentés de s'établir dans certains cantons sont découragés. »

Jean Rohoux m'a sorti les dossiers des industriels qui acceptèrent successivement de venir à Carhaix. C'était sauver plusieurs cantons où les seuls emplois possibles sont le plumage des poulets à 2 francs de l'heure. Dix fois, la voie étroite de la gare et l'obligation de transborder les wagons à Guingamp ont fait échouer les projets.

— Pourtant, rappelle Joseph Martray, le 9 octobre 1962, à la suite des manifestations appelées « bataille du rail », j'avais eu la promesse écrite du ministre que la jonction Carhaix-Guingamp serait normalisée. Il en a été de cet engagement comme du plan de 1956, prévoyant un équipement en 4 ans. Rien n'a été fait.

« Nous avons un médecin pour

1 850 habitants contre 1 pour 1 000 ailleurs. Un logement neuf pour 300 contre 1 pour 150 dans toute la France. Mais le plus grave est sans doute qu'après tant de promesses non tenues, les Bretons ont perdu la foi dans le gouvernement de Paris. C'est pourquoi ils se sont mobilisés.»

La logique d'Henri Ducassou est inexorable. « Pour chaque canton de faible densité humaine, c'est la mort. Le médecin n'est pas remplacé, les artisans abandonnent, le commerce dépérit et, dès lors, l'exode s'accélère. Un seul remède: créer des industries locales.»

Pour cet économiste, le Marché commun aurait pu être la chance de la Bretagne, porte de l'Europe sur l'Océan, la Bretagne voisine des îles Britanniques, voisine navale de l'Espagne. Exemple: le charbon anglais, sans douane, coûterait 30% moins cher que le nôtre. Or, à cause de l'éloignement des mines, l'énergie est plus élevée en Bretagne de 5%. Avec du charbon exonéré, la parité serait rétablie. Au contraire, l'Europe des Six est la condamnation de l'économie bretonne: l'axe du Marché commun, c'est le Rhône et le Rhin; Quimper est à 1 000 km de Strasbourg...

J'ai vu ceux du M.O.B. (Mouvement d'organisation breton), les anciens séparatistes devenus « fédéralistes ». Le truculent Montgarret, de Lorient, sonneur de biniou et millionnaire, vient de fonder la « maison du biniou » pour la sauvegarde du folklore. Il a déjà reçu 2 000 adhésions de jeunes.

Mais, surtout, j'ai pu déjeuner chez Decray, à Nantes, avec l'étonnant professeur Philipponneau de la

faculté de Rennes, le maître à penser de la Bretagne moderne.

« Cette province, affirme-t-il, fut la plus prospère de France jusqu'en 1790, date à laquelle les jacobins instaurèrent la centralisation administrative à Paris, suivie au XIX<sup>e</sup> siècle de la centralisation industrielle. Cent cinquante ans de retard dus en partie à la défiance des successives républiques.

« Les Bretons ont une unité ethnique et psychologique marquée. Intelligents et entrepreneurs dans leur terroir, ils se sentent timides et complexés dans les autres milieux. Ils sont naïfs, rêveurs, peudoués pour l'intrigue, moins armés pour réussir qu'un Auvergnat, un Nordique ou un Méridional. Agressifs, comme tous les timides poussés à bout, ils se battent maintenant avec fureur pour conserver le droit de rester sous leur ciel.

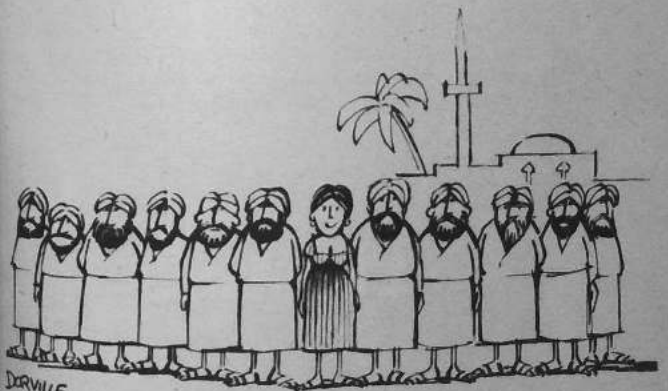
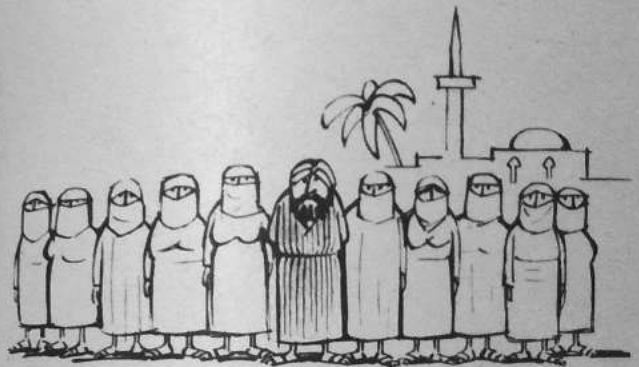
Ce vœu légitime peut se réaliser. La Bretagne, à l'encontre de l'Alsace, est riche: 8% du revenu agricole français, 40% des pêcheries nationales, les meilleures ports qui furent les plus riches de notre histoire, réveiller les industries en les modernisant, adapter les moyens de circulation à l'économie 1964.

Ils feront le reste, pourvu que ce soit chez eux.

— L'Europe, m'a dit Philipponneau, doit commencer à l'Océan

A Rennes, les femmes rêvent (parfois) de liberté, voir page 230

DORVILLE



DORVILLE

EMANCIPATION



# A Rennes les femmes rêvent (parfois) de liberté

175 000 HABITANTS. Divisez par deux, ajoutez quelques centaines, et vous avez le nombre de Rennaises. Mais si elles sont plus nombreuses que les hommes, ce sont eux qui « font » la ville. Du moins l'affirment-elles. En vérité, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et Anne de Bretagne, les femmes n'ont plus foi en leur étoile.

Sept sur dix pensent: « Nous sommes des incomprises. Nos pères, nos maris et nos frères, héritiers d'une vieille méfiance, nous mettent en tutelle. Pour être libres, il faut partir... »

Où? A Paris, bien sûr. Et des milliers d'étudiantes et d'ouvrières quittent un beau matin Rennes pour la capitale, en quête de cette indépendance qu'on leur refuse. Mais, deux ans, trois ans plus tard, elles reviennent et découvrent l'amer plaisir d'être et de rester soumises...

Tableau un peu noir, aux ombres volontairement épaissies, pour mieux mettre en valeur les nuances. Il pergraisaille qui noie les rues, allée au granit tricentenaire des arcades, et sur laquelle éclatent depuis quelques années les taches vives des robes minimes. Le prêt-à-porter a influencé le goût, et l'étau vert de la campagne environnante se desserre. Aujourd'hui, le cœur de la Rennaise bat moins au rythme des champs; ses désirs sont à mi-chemin entre la Bretagne des traditions et des complexes et la grande métropole en gestation.

« Dix ans d'absence et je n'ai pu reconstruire ma ville qui avait la tête pleine de ses facultés et le corps grêle d'une adolescente. Notre « capitale » semble enfin avoir trouvé l'équilibre avec la maturité. » Ce sont les paroles de Mme Huchet, femme de chirurgien, le regard vif comme le langage. Elle a rompu avec les usages bourgeois et en est fière. « J'ai cessé d'avoir mon « jour », afin que mes amis - les vrais - trouvent plus facilement le chemin de ma maison. Si je pense que je suis à 365 km de Paris, loin de ses théâtres, des grands magasins et des boutiques? Franchement oui, si l'on me pose ainsi la question. Toutefois, je ne tiens pas à passer ma vie à m'interroger sans avoir la clef des réponses. Il faut s'adapter... »

Mme Huchet y est parvenue entre son mari, ses deux filles et sa peinture. Preuve de son heureuse émancipation: elle signe de nouveau ses toiles de son nom de jeune fille.

## ROMPRE AVEC LES COUTUMES

Toutes les Rennaises n'ont pas les mêmes atouts que Mme Huchet, et son violon d'Ingres. Mais toutes ont le désir de s'évader des coutumes souvent étouffantes.

Les étudiantes sont en grande partie responsables de cette évolution, la jeunesse ayant partout, à l'heure actuelle, un rôle de pilote. Désormais, le visage des rues est chaque jour le visage d'une jeune fille: on ne s'endimanche plus! Les magasins où l'on s'habillait de mère sont délaissés au profit de boutiques qui doivent leur cote aux jeunes-agers. Dior est présent à Rennes, et, par un fait de « décentralisation », moins cher qu'à l'avenue Montaigne; bien des Parisiennes connaissent l'adresse de Lavigne-Messe!

Quant au teint nacré des Bretonnes célébré jusque dans l'Histoire, on l'entretient assidûment dans une dizaine d'instituts de beauté. Les Rennaises qui aiment l'eau et le soleil souhaiteraient autant de piscines... En attendant, elles se mêlent peu à la politique (les réunions électorales le prouvent) et suivent les mots d'ordre de la mode quand le vent de Paris souffle plus fort que les vents d'ouest.

Insensiblement, la méfiance diminue. Et « l'épaule rennaise », ce regard jeté à la dérobée sur les étrangers, sera bientôt un souvenir ayant le parfum du folklore.

## LEURS CONFIDENCES

Suzanne F., qui fait une licence ès lettres, est formelle: « Je vais à Paris une fois par mois, pour un long week-end, et je me suis aperçue que je vois, en fin de compte, plus de pièces de théâtre que les étudiantes parisiennes. Parfois, j'achète la « foule » du moment dont la vogue n'est pas encore connue ici, mais nous sommes très vite au courant ». Françoise P., ouvrière d'usine, passe en août ses vacances dans la capitale, où elle s'occupe comme à Rennes. Et elle plaint les femmes qui sont obligées de prendre le métro tous les jours pour se rendre à leur travail. « Je ne pourrais pas mener cette vie », affirme-

t-elle sans hésiter. Quant à Martine S., serveuse dans un restaurant, qui a fait « l'expérience de Paris », elle a retrouvé sa ville natale avec joie et émotion, après avoir été femme de chambre dans un hôtel près de la tour Eiffel. « Je suis rentrée, dit-elle, parce que je sais maintenant que toutes les villes se ressemblent. Je n'ai vu que des rues et des maisons. Pour le reste, ce que visitent les provinciaux et les étrangers, je n'avais pas le temps! Mais je retournerai à Paris, et cette fois en touriste. »

Marie-Thérèse V. est esthéticienne. Elle a quitté son village au milieu des landes pour obtenir son diplôme. Mais elle avait déjà choisi Rennes afin de s'y fixer. Sa vocation a été influencée par la presse féminine. Ce qu'elle pense de celles qui s'« exilent »? « Toutes les petites Bretonnes que j'ai rencontrées à Paris m'ont fait pitié. J'estime qu'on exploite leur courage, parfois confondu avec entêtement. A Rennes, les femmes sont très coquettes. Pour moi, c'est un signe de bonheur. »

Cette « junior » ne reproche pas aux Rennaises, comme le fait Mme Paul Hutin-Desgrées, épouse du directeur du plus grand quotidien de province, de manquer d'assurance et de ne pas assez croire à l'engagement social et humain.

Que réclame Mme Hutin-Desgrées? Une vocation de dame d'œuvres? Sûrement pas. Plutôt un besoin de militer, de défricher. C'est ainsi qu'ont pris corps des idées neuves, généreuses, par exemple, celle de demander aux prisonnières de la Centrale de Rennes de servir de lectrices... aux aveugles!

Et Mme Hutin-Desgrées conclut: « Il faut faire confiance aux jeunes. Regardez vivre Rennes. Notre ville a déjà le visage de leurs vingt ans. »

Il manque simplement aux femmes de Rennes d'avoir une héroïne.

# constellation

ES  
OULISSES  
U  
IRQUE

*Wade  
8/22*

21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

**veulent les Bretons?**

nce 3.00 F  
3 sique 22 F  
se 2.20 Fr



# Que veulent les Bretons ?

par Michel Rouzé

*Dans la nuit du 27 au 28 avril dernier, une violente explosion détruisait le garage des CRS de Saint-Brieuc avec les véhicules qui s'y trouvaient. Lorsqu'on questionne des Bretons sur cet attentat, on obtient en général un désaveu hésitant ou indigné. Quant aux autres Français, ils considèrent souvent les manifestations bretonnes, explosives ou autres, comme un aspect du folklore. Le pouvoir central est sûrement mieux informé de la réalité bretonne. Voici un rappel de quelques faits qui peuvent aider à la comprendre.*

La récréation dans une école du Finistère, pendant la Première Guerre mondiale. Des garçons plaisaient dans leur langue. L'instituteur les gronde paternellement : « Vous êtes des petits Français. Il faut oublier ce jargon de sauvages. D'abord, en breton, on dit ya, comme en allemand. Vous ne voulez tout de même pas parler comme les Boches ? »

Régionalisme

Les enfants baissent la tête, conscients de leur faute. Du péché originel dont ils doivent se laver. Le certificat d'études, le brevet, ça se prépare en français. Ils seront de bons élèves, de bons petits Français. Ils réussiront leurs examens. Chez eux, ils continueront de parler la langue de leurs parents ; d'être bretons. Mais des Bretons complexes. L'instituteur, lui, a bonne conscience. Il est le missionnaire du progrès, de la République une et indivisible, de la France centralisatrice et assimilatrice. L'héritier des jacobins en lutte contre l'obscurantisme et les chouans.

L'histoire qu'il enseigne en classe est l'histoire de France — conforme aux manuels. Tout comme ses collègues d'Oran ou de Dakar. « Nos ancêtres les Gaulois... »

Il se trouve que les ancêtres des Bretons n'étaient pas gaulois. La langue qu'ils ont conservée, et que plus d'un million d'entre eux parlent ou comprennent encore, est certes une langue celtique, parente de celle que parlait Vercingétorix. Mais ils l'ont apportée de Grande-Bretagne quand, repoussés par l'invasion

*Manifestation paysanne à Quimper. Les cochons sont une des principales productions de l'agriculture bretonne. Le préfet du Finistère, ce jour-là, en reçoit gratuitement quelques-uns.*





saxonne, ils se réfugièrent par vagues successives, du <sup>v</sup><sup>e</sup> au <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, dans la péninsule armoricaine alors romanisée comme le reste de la Gaule. Noyant la population gallo-romaine clairsemée, le domaine linguistique breton s'étendit alors, au-delà des limites de la Bretagne actuelle, jusqu'en Mayenne et en Normandie, comme l'attestent encore des noms de lieux tel Saint-Hilaire du Harcouët.

Les Carolingiens composèrent avec les Bretons, faisant de leur pays une « marche » gouvernée par un chef breton, Noménoé. Celui-ci finit par prendre les armes, battit les Francs à plate couture, et érigea la Bretagne en royaume, les rois de

Bretagne reconnaissant seulement, selon le système féodal naissant, la suzeraineté nominale des rois de France. A travers des vicissitudes et sous des dynasties diverses, l'édifice fondé par Noménoé est resté debout jusqu'à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, et n'a vraiment disparu qu'à la Révolution de 1789. Il fut seulement mis en péril, de 843 à 939, par les terribles invasions normandes.

C'est à cette époque que la langue bretonne recule à peu près jusqu'à sa limite actuelle, qui traverse les départements des Côtes-du-Nord et du Morbihan. Mais, après la défaite normande, l'entité politique bretonne se développe dans le cadre d'un duché dont les souverains manifestent

une indépendance croissante à l'égard de la couronne de France. Ils créent une institution originale, les Etats de Bretagne, périodiquement réunis pour consentir aux impôts. Au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, le drapier de Vitré, Pierre Landeau, devenu ministre du duc François II, tente d'appuyer le pouvoir local sur la classe bourgeoise enrichie et de fortifier l'indépendance bretonne par une garantie internationale obtenue de l'Angleterre, des Pays-Bas bourguignons et de l'Espagne. Le choc armé était inévitable. En 1488, l'armée bretonne est écrasée dans les landes de Saint-Aubin-du-Cormier. La duchesse Anne sauve son pays de l'annexion pure et simple en épousant le roi de France Charles VIII, qui devient ainsi duc de Bretagne. L'édit d'Union, en 1532, garantit la succession du duché à la couronne de France.

Ainsi prit fin l'indépendance bretonne, du moins en ce qui concerne les affaires extérieures, car la Bretagne, sous l'ancien régime, continua de jouir de ce que nous appellerions l'autonomie interne. Les Etats furent réunis régulièrement. Les Bretons payaient moins d'impôts que les Français. La Bretagne, sur les cartes de l'époque, est « réputée terre étrangère ». Le Parlement breton créé en 1554 était une cour souveraine d'où les plaideurs mécontents pouvaient faire appel au Parlement de Paris. A plusieurs reprises le Parlement et Etats entrèrent en conflit avec la monarchie, et celle-ci n'eut pas toujours le dernier mot. En 1675, ce fut plus grave. Exasérés par les taxes de Colbert sur

l'étain, le tabac, le papier timbré, des Bretons de toutes classes sociales se soulevèrent. A Rennes et à Nantes ils mirent à sac les bureaux de perception ; en Cornouaille, ils brûlèrent des châteaux et des archives pour abolir les droits féodaux. Le Parlement breton laissait faire. Paris expédia une armée. Comme tant d'autres mouvements populaires noyés dans le sang, la révolte des « Bonnets Rouges » a été falsifiée par l'histoire officielle. Le texte le plus connu qui nous est resté sur la répression est la lettre dans laquelle la marquise de Sévigné, châtelaine près de Vitré, se plaint sur le mode persifleur que tant de pendus encombrant les branches de ses arbres. Un quartier de Rennes fut rasé, le Parlement envoyé en pénitence à Vannes. Aujourd'hui seulement des historiens bretons s'emploient à rétablir la vérité sur ce qui fut un épisode précurseur de la Révolution.

Lorsqu'en 1789 se réunirent à Paris les Etats-Généraux, les députés bretons — tous désignés par le tiers-état et le bas clergé, la noblesse et le haut clergé n'ayant pas élu les leurs — furent parmi les plus actifs, au commencement, pour déclencher le processus qui devait aboutir à la liquidation de l'absolutisme. Mais, plus tard, ils ne consentirent à abandonner les libertés de leur province que sous réserve de ratification par les Etats de Bretagne. Ceux-ci ne furent jamais réunis. La Constitution civile du clergé acheva de mettre le feu aux poudres. La chouannerie, au début, fut une réaction populaire contre le despotisme du pouvoir central ; ce n'est que plus tard que

l'émigration royaliste sut l'annexer à son profit. De même les patriotes bretons, dont la plupart étaient girondins, se soulevèrent à leur tour à la nouvelle du coup d'Etat montagnard. Ils furent écrasés, et les chouans après eux. Dans les manuels scolaires français, dans des romans comme *Quatre-vingt-treize*, l'insurrection bretonne est présentée uniquement comme un mouvement réactionnaire. Pour les autonomistes bretons d'aujourd'hui, la chouannerie fut d'abord un mouvement de résistance nationale, qui trouva ses alliés là où les circonstances politiques les lui donnaient. On n'a pas fini de récrire l'Histoire.

L'idéal jacobin d'unification et de centralisation fut poussé à ses extrêmes limites par le régime napoléonien. En France, les notions de fédéralisme, de régionalisme, de particularisme sont restées associées à celles de réaction politique et sociale. Ce préjugé vient d'un accident de notre histoire, non de la nature des choses. La Suisse fédéraliste et multilingue est l'un des plus anciens Etats démocratiques du monde. Au XIX<sup>e</sup> siècle la gauche française a soutenu les Polonais contre l'autocratie tsariste. Plus près de nous, c'est Franco qui a aboli les franchises accordées aux Catalans et aux Basques par la République espagnole.

Mais on ne se débarrasse pas facilement d'un héritage historique. Ayant perdu jusqu'à son nom avec la disparition des provinces, réduite à cinq départements administrés comme les autres par des préfets de Paris, la Bretagne reste pendant un siècle une entité géographique. Elle

donne à la France plusieurs de ses grands écrivains : Chateaubriand, Lamennais, Renan... Mais en même temps commence la percée du breton comme langue littéraire. La publication en 1837 du *Barzaz Breiz*, recueil de chants populaires, sonné dit Yann Fouéré « le réveil de la conscience bretonne et rend à la Bretagne sa fierté de son passé historique ». Les œuvres se multiplient. Des liens culturels se nouent avec le pays de Galles. En 1843 naît l'Association bretonne. Interdite en 1858 par Napoléon III (le champion du principe des nationalités !), elle reprend son activité sous la III<sup>e</sup> République. En 1911 se fonde le premier *Parti nationaliste breton*, aux effectifs encore très modestes. Puis c'est la Première Guerre mondiale : 240 000 Bretons inscrivent leurs noms sur les monuments aux morts. Mais ni les Bretons, ni les Irlandais n'arrivent à faire discuter leurs revendications à la Conférence de la Paix.

Entre les deux guerres, le mouvement breton grandit sur deux plans, culturel et politique. La revendication linguistique n'est plus le fait d'une minorité d'intellectuels bretonnants. L'enseignement officiel lui oppose une résistance absolue : l'usage du breton est même interdit dans l'enceinte de l'école officielle. Seules les écoles catholiques lui sont entrouvertes. Et pourtant la revendication linguistique n'est plus limitée à des éléments réputés conservateurs : avec Yann Sohier des instituteurs laïcs dont les opinions se situent très à gauche fondent la revue *Ar Falz*, organe

du mouvement de la Culture populaire bretonne. Sur le plan politique, il existe plusieurs organisations, les unes orientées vers le régionalisme, d'autres, avec le Parti National Breton, réclament l'autonomie de la nation bretonne dans un cadre fédéral. Des extrémistes vont plus loin, parlent d'indépendance, s'orientent même vers les méthodes extrémistes du Sinn Fein irlandais. Leur cri de ralliement est *Breiz Ataoù*, titre d'une petite revue fondée en 1919. En 1932, le monument d'Ar Gasse de Bretagne, à Rennes, est détruit à la dynamite le jour même où l'on célèbre le quatrième centenaire de l'Edit d'Union. La violence est entrée en scène ; elle ne la quittera plus guère. Le PNB désavoue l'attentat tout en l'excusant. Cette attitude ambiguë se retrouve aujourd'hui chaque fois qu'on évoque l'autonomisme ou les actions terroristes devant des Bretons qui n'en sont pas partisans ; leur indulgence est significative. Leur langage se fait plus dur ou plus sarcastique pour ceux qui nient le problème breton.

Des liens se créent avec des mouvements basques, alsaciens, flamands, corses, avec diverses minorités nationales en Europe. Le décret-loi du 25 mai 1938 punit « quiconque aura entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ». Pendant le rôle de guerre, le PNB est interdit, des militants jetés en prison, la police perquisitionne, brûle des livres parmi lesquels des dictionnaires bretons et des histoires de la Bretagne.

Puis c'est 1940 et l'invasion. Pour la seconde fois, la conjoncture his-

torique, en apparence favorable au particularisme breton, va se retourner contre lui. L'Etat français est désagrégé sous le choc de la défaite. Comment les extrémistes ne tenteraient-ils pas d'entraîner le mouvement breton à exploiter cette conjoncture historique ? Il y aurait beaucoup de pharisaïsme à le leur reprocher. Dès l'instant où ils s'étaient proclamés, bien auparavant, Bretons et non Français, il n'y avait de leur part nulle félonie à chercher l'appui de l'ennemi de la France pour arracher des libertés que Paris leur avait toujours refusées. Les Irlandais en avaient fait autant pendant la Première Guerre mondiale, et le maréchal Pilsudski avait successivement combattu aux côtés des empires centraux et des alliés, subordonnant sa tactique du moment au seul intérêt de la renaissance de l'Etat polonais.

Aussitôt après l'armistice, l'indépendance bretonne apparaît possible. Montoire sonne le glas de cette brève espérance. Le Reich veut arracher à la France ses marches de l'Est, mais il attache moins d'importance à celles de l'Ouest qu'à la complaisance du gouvernement de Vichy. A Rennes les autonomistes ne s'agitent qu'à condition de ne pas franchir certaines limites. D'ailleurs les événements partagent les Bretons. Nulle province ne s'est plus fortement dressée contre l'occupant nazi et n'a autant donné de combattants à la Résistance. Cependant des éléments modérés tentent de tirer à eux le régionalisme prôné par Vichy. Leurs journaux — dont deux quotidiens — développent le thème



Les pêcheurs bretons fournissent environ un tiers du poisson consommé en France. Mais le métier ne nourrit pas toujours son homme.

de l'autonomie interne. Cet activisme réaliste marque des points. Un de ses dirigeants, **Yann Fouéré**, a fait depuis œuvre d'historien de cette époque. Même si l'on en refuse l'optique et les conclusions, son exposé clair et remarquablement écrit

est un des ouvrages qu'il faut avoir lus pour se faire une idée d'ensemble du problème breton (\*).

Mais le mouvement avait ses extrémistes, qui misaient sur la carte allemande. L'assassinat, dans des conditions mal éclaircies, de l'abbé Perrot, figure de proue de la renaissance bretonne, cristallisa cette ten-

\* Yann Fouéré. *La Bretagne écartelée 1938-1948*. Nouvelles Editions latines, 1962.

avec les « collabos », des militants de toutes nuances et jusqu'à de simples pionniers de la culture bretonnante.

Cette mauvaise page tournée, le mouvement breton s'est redressé et il a pris en vingt ans un caractère nouveau.

— Il y a deux mots qui nous font grincer des dents, m'a dit un de ses dirigeants, quand nous les lisons sous la plume des journalistes parisiens : ce sont *folklore* et *autonomisme*.

Grincement, à vrai dire, plein de contradictions. Les Bretons (et notamment les nombreuses colonies bretonnes de la banlieue parisienne) adorent les fêtes régionales, où le son des binious se mêle à celui des bombardes, et auxquelles ils convient souvent les Celtes d'outre-Manche. Mais ils supportent mal le pittoresque artificiel pour touristes ignorants.

Surtout, ils ne veulent pas que la personnalité de la Bretagne soit identifiée à une survivance archaïque. Au *Centre Elysées-Bretagne*, à Paris, le personnel féminin ne porte pas de bigoudens et le mobilier, s'il est fabriqué en Bretagne, n'est pas du style qu'on trouve chez les antiquaires.

Le *Centre Elysées-Bretagne* a été réalisé sous le patronage du CELIB. Celui-ci — le *Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons* — est le premier-né des comités régionaux d'expansion économique créés en France par les décrets de 1954 et 1955. Il groupe les parlementaires, les conseils généraux, les municipalités, les chambres de commerce et d'agriculture, de nombreuses organisations culturelles. Il a animé des

dance. Une formation militaire bretonne prit son nom et, combattant la Résistance sous l'uniforme allemand, se couvrit d'autant de crimes que les sinistres milices de Darnand. Ils seront payés par l'ensemble du mouvement breton. A la Libération, la vieille équation *régionalisme breton = réaction* inspire une répression massive et souvent aveugle. Arrestations, perquisitions, condamnations frappent presque indistinctement,

actions de contestation, parfois violentes, comme les barrages de routes et de voies ferrées. Il a soutenu les revendications bretonnantes, proclamant notamment, dans son assemblée générale de juin 1962 : « Le scandale du non-enseignement d'une langue parlée par un million de citoyens français doit prendre fin (\*) ».

\* Une autre revendication majeure des mouvements bretons est un élargissement des horaires alloués à la langue bretonne dans les programmes de l'ORTF. Une minute et demie par semaine sur le petit écran à l'émission « régionale » !

Dans le Sud-Finistère, en juin, 1 200 tonnes de pommes de terre nouvelles ont été déversées à la décharge publique. Les prix qu'on en offrait aux producteurs ne couvraient pas le prix de revient.



En 1962, le CELIB élaborait un projet de loi-programme dont les dispositions devaient, dans le cadre du IV<sup>e</sup> Plan, assurer le démarrage économique de la Bretagne. Les candidats bretons aux élections législatives de novembre s'engagèrent, par un serment solennel prêté à Auray, à refuser le vote du budget si le pouvoir central rejetait la loi-programme. Celle-ci n'est jamais venue en discussion et, en 1963, les députés bretons ont voté le budget. Dans le même temps le gouvernement transformait sa politique régionale. Les

comités régionaux d'expansion cédaient la place aux CODER (commissions de développement économique régional) nommées par le pouvoir central. La politique d'aménagement du territoire a opté pour le développement de la région parisienne. Reprenant les thèmes du vieux centralisme jacobin, M. Michel Debré — qui est devenu la bête noire des régionalistes — a même tenté de remplacer le mot Bretagne par le vocable d'*Extrême-Ouest*.

Le CELIB a poursuivi sa carrière dans le cadre de l'apolitisme. Faisant appel aux capitaux bretons, il a fondé à Londres le *Bretagne Centre* et, à Paris, le luxueux *Centre Elysées-Bretagne*, sorte de drugstore breton et de permanence parisienne de députés et maires bretons. Il nourrit de grands projets d'expansion économique bretonne dans le cadre européen, impliquant des liaisons avec la Grande-Bretagne et l'Espagne. Son secrétaire général, Joseph Martray, a lancé en juillet dernier un *Mouvement national pour la décentralisation et la réforme régionale*, dont le programme prévoit, pour la Bretagne comme pour les autres régions françaises, une assemblée délibérante élue, un budget régional et un exécutif régional.

L'abandon par le CELIB de la loi-programme a déterminé le départ du mouvement de son principal théoricien, Michel Phliponneau. Professeur de géographie et Breton d'adoption, « Philip », comme l'appellent ses disciples, a analysé les causes de ce qu'il appelle l'aliénation politique, économique et sociale de la province. L'Etat, dit-il, laisse la

plus grande part des investissements à la charge des collectivités locales, mais il les empêche de trouver les ressources nécessaires. Et le déséquilibre s'aggrave pour des régions comme la Bretagne (\*). Pour la voirie communale et départementale, l'Etat y subventionne environ 20 % des travaux indispensables, contre 37 % dans l'ensemble de la France. Pour la voirie urbaine, la participation de l'Etat est de 36,4 % en Bretagne ; pour les autoroutes de dégelage de la région parisienne, l'Etat prend en charge 85 %. Autre exemple : les investissements portuaires. Pour l'ensemble du pays, au cours du V<sup>e</sup> Plan, l'Etat en assume 53,1 % ; pour la Bretagne, cette proportion s'abaisse à 26,6 %. Mais les Bretons paient les mêmes impôts que les autres.

L'économie de la Bretagne est celle d'un pays colonisé. Exploitation des matières premières qui sont traitées ailleurs : la crème bretonne collectée par les grandes firmes de la Manche et de l'Orne sert à fabriquer d'excellents « beurres normands ». Ou bien, quand une industrie s'implante localement, c'est pour trouver une main-d'œuvre à bas prix ; même les cadres sont sous-payés ; et les firmes, commandées de l'extérieur, réinvestissent leurs bénéfices à l'extérieur. L'Etat favorise ce système. Il a laissé périr les Forges d'Hennebont, industrie bretonne, dont le marché a été récupéré par les gros de la sidérurgie. Autre trait d'économie coloniale : l'émigration de la main-d'œuvre. Chaque

\* Michel Phliponneau. *La Gauche et les régions*. Calmann-Lévy, 1967.

train qui arrive à la gare Montparnasse jette sur le pavé parisien des jeunes, souvent diplômés, qui ne peuvent trouver de travail chez eux.

Le remède : une politique démocratique d'aménagement du territoire, une planification réduisant les déséquilibres régionaux au lieu de les aggraver, une assemblée régionale et un exécutif élus. Et la renaissance régionale doit s'appuyer sur un capital historique et culturel, particulièrement riche quand il s'agit de la Bretagne.

Philipponneau appartient à la FGDS. Mais ses analyses sont reprises par un parti spécifiquement breton, l'*Union démocratique bretonne*. L'UDB est issue d'une scission du MOB, le *Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne*. Le MOB, après la dernière guerre, a regroupé les activistes bretons dans le cadre légal. Mais il n'a pas échappé au clivage des options politiques. Les intellectuels de gauche l'ont quitté pour fonder l'UDB, qui rêve d'une Bretagne socialiste.

— Une Bretagne socialiste ? ai-je demandé à un jeune professeur de Rennes. Même sans la France ? Vous n'y songez pas !

— Pourquoi pas ? Castro a bien réalisé le socialisme à Cuba. La Bretagne n'est pas moins grande que Cuba...

Il y a dans tout cela beaucoup de romantisme, ce mélange singulier de rêve et d'esprit réaliste qui est le propre du caractère breton et qui, par moments, tourne vite à la violence.

Sous l'égide d'*Ar Falz* se sont tenues des Journées démocratiques

bretonnes, auxquelles participent l'UDB. Des militants du pays gallo apprennent le breton. On donne, par exemple les foyers *gwim*, c'est-à-dire les familles de langue française qui se bretonnent volontairement. Il n'y en a pas beaucoup, mais il y en a. — Croyez-vous vraiment pouvoir implanter la langue bretonne dans les régions où elle n'a jamais été parlée, en tout cas depuis des siècles ?

— Israël a bien ressuscité l'hébreu parce qu'il fallait une langue nationale. Le breton, lui, n'est pas une langue morte.

Au mur, l'affiche proclamant l'indépendance de l'Eire, après la Première Guerre mondiale. Autre exemple historique.

A Brest, un *Comité d'action pour la Bretagne Occidentale* (CABRO) vient de présenter un programme de développement économique avec « désenclavement » routier de la région de Brest. Son leader est Alexia Gourvennec, qui anima les plus violentes manifestations paysannes.

La *Jeunesse Etudiante Bretonne* (JEB) invite au rassemblement « de toutes les forces vives en Bretagne ».

Bien sûr, la majorité répudie l'autonomisme. Tactiquement ou par conviction. J'ai parlé avec un ancien député communiste, pour qui les problèmes sociaux bretons ne sont pas particuliers à la Bretagne. Ce sont des problèmes généraux, qui seront résolus dans une France socialiste. Il expose cela posément, avec sérieux et conviction. Puis soudain il s'enflamme :

— Mais il est vrai que la Bretagne est une unité régionale, plus réelle



que d'autres régions. Ici, ça a été un pays. Un royaume, un duché ! Il y a une langue bretonne, formidable, imagée. Contrairement à ce que disent certains écrivains, les Bretons ont le sens de l'humour. Si vous pouviez comprendre nos paysans...

Et les attentats ? Personne ne le revendique, à part un *Front de libération bretonne* clandestin dont l'existence en tant qu'organisation se ramène peut-être aux extrémistes dont le quartier général est en Irlande. L'UDB les désapprouve, le MOB les déplore. Rien de plus. Passé Pontorson, on lit partout sur

les murs les sigles *BREIZH* ou *MOB*. Et aussi : « Québec libre. Bretagne libre. » Au Québec aussi, les poseurs de bombes sont une minorité désavouée. N'empêche...

Il y a quelques semaines, un quotidien relatait, sur le mode ironique, une manifestation culturelle en forêt de Brocéliande, où l'on a demandé le droit, pour tout Breton, « de se réclamer, même dans les actes publics, à la fois de la nationalité bretonne et de la citoyenneté française ». Titre de l'information : « Sérieux, s'abstenir ». C'est cette façon de prendre les choses qui pourrait les rendre, un jour, bien plus sérieuses.

M. R.